

# Le cadre d'un nouveau démarrage

*Du lien entre la mondialisation libérale et les problèmes communautaires, le « confédéralisme » du CD&V et un éventuel nouveau départ pour la Belgique fédérale.*

---

LUC BARBÉ

« C'est très difficile, très difficile, nous devons vraiment tout faire sans quoi nous allons régresser. Faire du surplace, c'est reculer. » Ce sont les paroles d'un homme effrayé. Qui ne joue pas la comédie. Il est chef d'entreprise d'une PME flamande qui fait de très bonnes affaires en Europe orientale. Son chiffre d'affaires et ses bénéfices ont fortement augmenté au cours des dernières années. Il gagne plus d'argent que le Premier ministre belge et il n'a aucun souci à se faire pour ses vieux jours. Pourtant il a peur. Que lui et son entreprise perdent. Il est également fâché. « La concurrence est très dure. Nous travaillons jour et nuit, créons de la richesse et des emplois, pendant que nos hommes politiques traînent. Ils doivent faire leur boulot et réduire les charges sociales et l'impôt des sociétés. Nos concurrents dans d'autres pays sont bien mieux traités! » Ce n'est pas un nationaliste flamand. Il se moque du pèlerinage de l'Yser et de BHV. « Mais ces Wallons ne peuvent quand même pas empêcher que nous gérons bien la politique pour protéger notre richesse! Et avec notre population vieillissante, il est grand temps! » Pas étonnant dès lors qu'Yves Leterme, son mantra de la « *goed bestuur* » et ses attaques contre les francophones soient bien accueillis par un tel homme.

## CONCURRENCE ENTRE ÉTATS

Selon le dernier classement du Forum social mondial, notre pays ne se trouve qu'à la vingtième place. Les Pays-Bas, la France et l'Allemagne y sont mieux classés. Il y a également d'autres classements, celui de l'OCDE, du FMI,

de toutes sortes de *think tanks* (groupes de réflexion et d'influence). Non seulement en ce qui concerne la pression fiscale et la compétitivité, mais également les émissions de gaz à effet de serre. Tel classement peut avoir plus de poids qu'un autre et en Flandre, il est clair que les classements économiques bénéficient de plus d'attention. De la part des patrons, des partis traditionnels, de la presse et des leaders d'opinion.

Depuis la fermeture de Renault Vilvorde et la restructuration drastique de VW Forest, la Flandre est consciente de sa fragilité. Ce fut un long et patient combat pour devenir aussi riche. Mais, dans la dure logique libérale, cette richesse est également fragile. Les grandes entreprises jouent de la concurrence entre États : quelle est la meilleure localisation pour un investissement ? L'Union européenne veille à ce que les aides d'État ne servent pas à fausser la concurrence. Mais pas d'harmonisation européenne de la fiscalité en vue. La Commission européenne a bien quelques dossiers dans son collimateur, comme celui de nos centres de coordination, mais les États membres sont totalement libres de fixer leurs taux d'imposition. Et donc chaque État cherche à proposer le taux le plus bas, contre les autres. Les États sont montés de manière éhontée les uns contre les autres. Ils ont déjà cédé une partie de leurs compétences à l'Europe, l'OMC et parfois à des régions. Pourtant si prochainement Ford Genk licencie des travailleurs, ils viendront demander des comptes au gouvernement, pas à l'Europe ou à l'OMC.

Il n'y a pas qu'au niveau politique que le pouvoir s'est déplacé ces dernières années. À l'intérieur du monde des entreprises aussi, le centre du pouvoir est en train de changer de lieu.

Auparavant, les États pouvaient passer plus facilement des accords avec de très grandes entreprises. Avec des conséquences positives pour les travailleurs. Ce qui était bon pour General Motors était bon pour les États-Unis. Ce qui était bon pour Cockerill ou Electrabel était bon pour nous. Bien sûr, ce n'était pas toujours le cas, mais le modèle de concertation faisait en sorte qu'une part visible de la création de richesse allait aux travailleurs. Ce qui était bon pour le pouvoir d'achat des familles, pour la paix sociale était bon pour les politiques au pouvoir.

Aujourd'hui, prenez l'entreprise VCST de Saint-Trond. En sept ans, elle a changé quatre fois de propriétaire. Elle est passée successivement des mains des Néerlandais de Begemann, à celles d'une société Navas Investments, puis Fox Paine et puis d'une certaine société Alpha. Connaissez-vous ces trois entreprises ? Cela m'étonnerait... En réalité, il ne s'agit pas d'entreprises, mais de fonds d'investissement sur lesquels on ne trouve quasiment pas d'information sur internet. Ces fonds se moquent de ce que VCST produit, et encore plus de ses relations avec son environnement immédiat. Ils ne regardent que les chiffres : cash flow, bénéfice, dividende... et à court terme. Ils vendent et achètent des entreprises non pas en fonction d'une logique industrielle, mais uniquement dans le but de faire des bénéfices le plus rapidement possible. Si vous êtes un pouvoir public, essayez toujours d'établir une relation avec une

telle entité, de négocier au sujet de problèmes d'aménagement du territoire ou de pollution. Si vous êtes délégué syndical, essayez toujours de faire votre boulot. Si vous êtes employé, essayez de ne pas penser à l'insécurité que tout changement de propriétaire apporte. Et à qui peut-il encore s'adresser ce travailleur, sinon aux hommes politiques, de celui qu'il connaît près de chez lui, jusqu'aux gouvernements? C'est le processus magnifiquement décrit par Jean Peyrelevade dans *Le capitalisme total*. Ou comment la force des marchés rend particulièrement difficile la tâche de l'industrie et de l'État ou encore comment la pression sur les entreprises individuelles et sur les marchés devient chaque jour de plus en plus grande et comment l'absence de contre-pouvoirs ouvre la voie au « capitalisme total ».

## LA WALLONIE

C'est dans un tel contexte que les entrepreneurs et les hommes politiques flamands prennent connaissance des scandales qui secouent la Wallonie. D'abord à Charleroi bien sûr, mais la situation n'était pas plus rose à Namur ou dans d'autres villes. C'est dans ce contexte qu'ils découvrent les chiffres du chômage. En Flandre, à la fin novembre 2007, le taux de chômage moyen était de 5,87 %. Dans certaines régions, il était même de 2 à 3 %, ce qui signifie en réalité que « tout le monde » travaille et que les entreprises sont désespérément à la recherche de main-d'œuvre. Alors que dans le même temps, à quelques dizaines de kilomètres de là, le taux de chômage dépasse les 20 %, une situation qui ne se trouve quasiment nulle part ailleurs en Europe de l'Ouest. Et ces chiffres du chômage wallon ne baissent que doucement, beaucoup trop doucement.

C'est aussi dans ce contexte que les responsables d'entreprises flamands prennent connaissance des chiffres de l'enquête PISA qui sont plutôt favorables pour l'enseignement flamand et qui le sont moins pour celui de la Communauté française<sup>1</sup>.

Réaction souvent entendue: « Et c'est là-dedans que nous continuons à mettre de l'argent? » La frustration se renforce. « Solidarité, oui, mais si cela veut dire qu'ici en Flandre nous ne pouvons pas protéger notre richesse... »

## NATIONALISTES ET POSTNATIONALISTES

Ne soyons pas naïfs. Derrière le discours managérial de nombre de responsables politiques et économiques flamands, se trouve un nationalisme flamand aussi dur que classique. Mais cela est bien dissimulé parce qu'on sait qu'une telle attitude n'est pas très rentable. Le nationalisme flamand classique n'intéresse qu'une petite minorité de Flamands. Il y a bien plus de politiques

<sup>1</sup> Classement de l'enquête PISA décembre 2007. Pour les sciences, la Flandre se classe au huitième rang, la Communauté française au trente-neuvième. Pour la lecture, elle est cinquième et la Communauté française trente-cinquième.

et de chefs d'entreprises qui n'ont aucun lien avec le mouvement flamand, qui ne vont jamais au Pèlerinage de l'Yser, mais qui sont tout à fait d'accord avec les prises de positions de la Warande<sup>2</sup>. Appelez ça du confédéralisme post-nationaliste ou du séparatisme. Il ne s'agit nullement du rêve romantique de création d'une nouvelle nation. Ils voient l'État d'abord comme une entreprise : quelle est la valeur ajoutée ? (c'est écrit en toutes lettres dans le manifeste de la Warande). N'est-il pas meilleur sur le plan économique de scinder ce pays ? Ce sont des analyses de comptables ou de consommateurs, pas de citoyens.

La Warande utilise notamment les analyses d'Alberto Alesina et d'Enrico Spolaore dans leur livre *The size of nations*. Leur thèse est que les petits pays ont plein d'avantages. L'organisation y est plus facile et il est plus aisé d'identifier les personnes qui doivent y rendre des comptes. Sept des dix pays les plus riches de la planète ont moins d'habitants que la Flandre. Certes un niveau de pouvoir supérieur (l'Union européenne par exemple) devra, selon eux, veiller à ce que le marché fonctionne bien, mais des compétences comme la culture ou la protection sociale doivent plutôt être confiées à des États individuels. Que cela débouche sur une concurrence plus forte et sur la destruction de la protection sociale n'est pas leur problème. Est-ce bon pour l'économie ? *That's the question...*

Pas étonnant dès lors que, le 7 septembre, *The Economist*, le magazine des missionnaires de la mondialisation libérale a carrément écrit que la Belgique ferait mieux d'arrêter les frais, que cet État a joué son rôle et que ce n'est pas grave. Un article sur la scission d'une entreprise ou sur sa faillite aurait eu à peu près le même ton. En 1942, Joseph Schumpeter a lancé le concept de la « *creative destruction* ». On ne peut avancer qu'en laissant tomber des choses ou en les détruisant. Hier une entreprise, aujourd'hui un pays.

### « GOED BESTUUR »

Le mantra d'Yves Leterme c'est la « bonne gestion » (« *goed bestuur* »). Ce n'est pas un concept futile, mais le cœur même des choses pour le CD&V et nombre d'entrepreneurs, leaders d'opinion et électeurs de Flandre : le principal enjeu politique contemporain est que nos politiques prennent les bonnes décisions dans le cadre de la logique libérale mondiale pour garantir (et de préférence augmenter) notre richesse. Si nos hommes et femmes politiques ne peuvent pas prendre ces décisions parce qu'ils n'en ont pas la compétence ou parce que les francophones retardent ces décisions ou les rendent impossibles — selon eux... —, alors il nous faut une grande réforme de l'État, de telle sorte que la Flandre puisse mener sa propre politique. D'autres éléments comme la citoyenneté, l'État ou une démocratie plurilingue ne jouent ici aucun rôle. Pour eux, il est également exclu que voie le jour un gouvernement qui ne s'occuperait que des dossiers socioéconomiques et pas de la réforme de l'État. Pour eux, il s'agit d'une immense *contradictio in terminis*.

2 Voir In de Warande, *Manifest voor een zelfstandig Vlaanderen in Europa*.

## LA FRUSTRATION DU CD&V

Les élections de 1999 ont sans doute constitué l'un des tournants les plus importants de l'histoire de ce pays. Après quarante ans de présence au pouvoir, le CVP passe dans l'opposition. L'impensable devient réalité. Le parti est sous le choc. Guy Verhofstadt, l'ennemi héréditaire, devient Premier ministre, les socialistes triomphent et — *horresco referens* — les Verts entrent dans le gouvernement. La frustration et la colère sont énormes. Le parti qui se considère lui-même comme « le père de la patrie de l'après-guerre », le parti qui a fait de ce pays un des États les plus riches du monde, est jeté comme une vieille chaussette. Le calvaire du CVP commence.

Selon eux, les accords du Lambermont sont totalement déséquilibrés : les francophones reçoivent un large refinancement des Communautés tandis que les Flamands ne reçoivent que de maigres compétences supplémentaires. « La Flandre est trahie », entend-on.

De plus, l'accord du Lambermont est approuvé grâce aux voix du PSC. Une seconde trahison ! Ce petit parti qui a pu diriger le pays pendant des décennies de par la grâce du CVP, trahit le grand frère dans un dossier crucial. Cela ne sera pas oublié. L'arc-en-ciel approuve également une série de lois qui choque le CVP, comme la loi — à leurs yeux bien trop souple — sur la naturalisation ou la sortie du nucléaire.

Le CVP et une partie de la presse martèlent pendant toute cette époque qu'il n'y a pas de pacification communautaire et que la Flandre a été trahie. Lorsqu'au congrès du 29 septembre 2001, le CVP s'est transformé en CD&V, personne n'est vraiment étonné qu'un amendement par lequel le parti se convertit au confédéralisme soit approuvé. Même s'il n'existe pas d'États confédéraux, j'utiliserais quand même ce terme. Il dit particulièrement bien quel est le but : un pays où le centre de la décision réside dans les entités fédérées (en néerlandais c'est même « *deelstaten* », terme qui comprend le mot « *staat* », État, ce n'est pas anodin !) et où le niveau fédéral est réduit à la portion congrue. Qu'un tel pays puisse vivre longtemps, c'est une autre question. Quoi qu'il en soit, depuis ce fameux congrès, le biotope du CD&V, c'est la Flandre et ce n'est plus la Belgique. Le niveau fédéral doit être orienté en fonction des intérêts de la Flandre, point à la ligne. Si ce niveau fédéral ne représente pas de valeur ajoutée pour la Flandre, alors il faut le déshabiller.

## RADICALISATION SOUS LA VIOLETTE

Les élections de 2003 n'ont pas apporté le retour espéré du CD&V. Agalev disparaît du Parlement fédéral. L'arc-en-ciel devient la violette. Le CD&V va encore croupir quatre longues années dans l'opposition. La frustration se renforce.

Lorsque le 25 novembre 2003, le Sénat approuve en commission une proposition de loi qui accorde le droit de vote communal aux étrangers non

européens, l'humiliation est complète. Un droit fondamental est modifié sans majorité du côté flamand. Constitutionnellement, ce n'est pas requis, mais politiquement, c'est du jamais vu. Le cartel CD&V/N-VA voit le jour le 14 février 2004. Les Vandeurzen, Leterme et Decrem peuvent enfin se lancer vraiment et se présenter comme l'alternative à la chaotique violette. Dans la foulée, ils gagnent les élections régionales de 2004 et Yves Leterme devient le chef du gouvernement flamand. La première étape est franchie. La rue de la Loi commence à briller dans le lointain. En 2005, le gouvernement violet ne parvient pas à résoudre le problème posé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage au sujet de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Verhofstadt essaye de bluffer, comme au poker, et renvoie le dossier... au prochain gouvernement. Surprise générale, mais ça marche ! Le dossier est reporté, mais le gouvernement ne tombe pas. Les dégâts sont importants pour la violette. Le CD&V peut redoubler ses feux contre la « *slecht bestuur* ». D'autant que le dossier des vols de nuit, également très chargé sur le plan communautaire, n'est pas davantage résolu. À cela s'ajoutent les scandales de Charleroi qui confirment auprès de certains Flamands l'impression que « les Wallons jettent notre argent par les fenêtres et abusent de notre solidarité ».

Après huit ans d'opposition fédérale, le CD&V est frustré, rancunier et radicalement flamand. Si jamais le 10 juin, Leterme et son parti font un score record, la victoire sera complète. Le 11 juin, la réparation des torts qui lui ont été faits commence. « Maintenant, c'est à notre tour. Les Flamands ont plus que clairement donné leur préférence à notre programme communautaire. » La présomption et la rancune ne forment hélas pas une bonne attitude pour négocier avec succès. Au contraire. Lorsque le 1<sup>er</sup> décembre 2007, Yves Leterme met un terme pour la seconde fois à sa mission de formateur, ce n'est pas tant en raison de la quadrature du cercle que constitue la formation de l'orange bleue qu'à cause de cette attitude.

## ET MAINTENANT ? SIX SCÉNARIOS

Nous vivons une période étrange d'incertitude, inédite dans l'histoire de Belgique. Si vous aviez interrogé les rédactions politiques des journaux le 11 juin ou le 11 décembre sur la coalition appelée à diriger le pays et sur sa date d'intronisation, vous auriez à chaque fois obtenu des réponses différentes. La politique belge a rarement été à ce point imprévisible. Qui aurait prévu le retour de Verhofstadt ? Qui aurait pensé qu'il aurait été capable de former tellement vite un gouvernement ? Avec Yves Leterme comme vice-Premier... ! Mais le fait que le gouvernement Verhofstadt III ait finalement vu le jour le 21 décembre, ne met pas fin aux grandes questions communautaires. Yves Leterme doit maintenant, avec un groupe de douze sages des huit partis démocratiques préparer un nouveau, grand pacte communautaire, et cela dans un délai très court. Est-ce possible ? Impossible à dire. Je me risque ici à six scénarios.

### Scénario 1

Échec du groupe des douze sages et pas de pacte communautaire, mais le gouvernement Verhofstadt III (ou Leterme I), continue. Cela impliquerait que la Flandre poursuive sa radicalisation, ce que ne manquerait pas de montrer le résultat des prochaines élections. Les négociations deviendraient encore plus difficiles. Ce n'est pas un chantage. Non, nous devons calmement constater qu'en Flandre, une majorité des électeurs veut une réforme de l'État. Notre démocratie consensuelle implique au moins deux choses : la majorité n'impose pas brutalement son point de vue à la minorité et celle-ci ne pratique pas systématiquement le veto. L'arrêt de la Cour constitutionnelle sur l'arrondissement de BHV exige une réponse. L'autorité fédérale est en grande difficulté financière. Le problème des vols de nuit reste lancinant depuis des années. Il y a en outre une série de problèmes non réglés qui ont tous une connotation plus ou moins communautaire. Il y a donc trop de problèmes qui sont classés dans la farde des « tensions communautaires ». Cela pèse sur ce pays, ses hommes politiques et sa population. Une pacification est donc nécessaire.

### Scénario 2

Échec du groupe des douze, chute du gouvernement. Des élections anticipées sont organisées. La Cour d'arbitrage a beau avoir dit qu'on ne pouvait organiser des élections sans solution sur BHV, nos politiques ne se laisseront pas arrêter. Ce scénario débouche également sur des élections au contenu communautaire très chargé. Mais il comporte des risques pour Yves Leterme et son parti. La plupart des citoyens ne retournent pas de gaîté de cœur aux urnes. Leterme risque d'en être rendu responsable. Guy Verhofstadt pourrait se présenter comme seul homme d'État capable de guider le pays vers des horizons plus stables.

### Scénario 3

Le groupe des douze parvient à un nouveau pacte, à une pacification communautaire classique. Une pacification « classique » signifie que les Régions et les Communautés sont renforcées et que le niveau fédéral est encore privé de certaines compétences.

### Scénario 4

Nouveau pacte, mais pas classique : une réinvention de la Belgique ou le scénario de sortie par le haut. Non seulement les Régions et les Communautés sont renforcées mais également l'autorité fédérale. Cela peut se faire par un meilleur financement du fédéral et surtout par *l'introduction d'une circonscription*

*fédérale*. Sa création irait à l'encontre de quarante ans d'évolution du fédéralisme belge, mais si cela pouvait se faire, cela aurait de très grandes conséquences sur le positionnement des partis qui devraient tenir compte de l'ensemble des électeurs du pays. Les médias seraient également incités à suivre davantage l'actualité politique dans l'« autre partie » du pays. Cela représenterait assurément une « césure » historique.

#### Scénario 5

Pas de pacte communautaire, chute du gouvernement, crise de régime. Suivie par l'un ou l'autre des scénarios décrits dans ce texte.

#### Scénario 6

Une grande négociation communautaire conduit à l'apparition d'une « Belgique confédérale ». À quoi pourrait-elle ressembler? Voici quelques possibilités :

- plus de Parlement fédéral.
- plus de gouvernement fédéral.
- le niveau fédéral serait compétent pour les Affaires étrangères, la Défense et les mécanismes de solidarité entre les « entités fédérées ».
- les compétences fédérales seraient gérées par les entités fédérées (voir par exemple comment les Régions peuvent se concerter directement, indépendamment du fédéral pour déterminer la position qu'elles vont défendre au nom de la « Belgique » dans les conseils européens).
- les ministres-présidents des Régions seraient Premiers ministres de la Belgique à tour de rôle.

### **EN GUISE DE CONCLUSION ILYA PRIGOGINE ET LA REINVENTION DE LA BELGIQUE**

La théorie du chaos qu'a développée Ilya Prigogine nous a appris que les systèmes fonctionnent différemment quand ils sont en équilibre que quand ils sont en déséquilibre. De petits événements peuvent alors avoir de grands effets. Tout le monde connaît le papillon d'Edward Lorenz qui fait battre ses ailes au Brésil et qui provoque un ouragan au Texas. Le trait caractéristique de ces situations de déséquilibre est que les rituels traditionnels ne fonctionnent plus. Voyons par exemple comment s'est déroulée la négociation pendant ces six derniers mois. À plusieurs reprises, des hommes politiques ont fait part à la presse du contenu de leurs colloques singuliers avec Albert II qui fut par ailleurs instrumentalisé d'une manière totalement inédite par Yves Leterme. Alors que normalement le roi doit constituer un pôle de stabilité, surtout en



période de négociations gouvernementales, il a été ballotté dans une série de péripéties totalement imprévisibles.

Les rituels ne semblent plus fonctionner dans notre pays. Est-ce que cela veut dire que notre système politique est arrivé très loin de son point d'équilibre ? Notre technologie institutionnelle a-t-elle atteint ses limites ? Sommes-nous dans une phase chaotique de l'existence de la Belgique ? Pas au sens que ce pays ne fonctionne plus. Que les trains ne rouleraient plus ou que les pensions ne seraient plus payées. Mais au sens où les mécanismes de base de ce pays sont grippés, que le « système Belgique » dysfonctionne.

Si c'est bien le cas, la théorie du chaos envisage deux possibilités. Soit le système s'effondre (ce qui signifie que nous arrivons à un système confédéral tel que décrit ci-dessus). Soit il trouve de nouvelles ressources et la Belgique redémarre. C'est la quatrième éventualité que j'ai évoquée : non seulement les Communautés et les Régions sont renforcées, mais le fédéral aussi, notamment grâce à la grande nouveauté de la mise en place de la circonscription fédérale. Un tel redémarrage signifierait que le « système Belgique » survit et devient même plus robuste. La crise actuelle constitue donc une grande chance. Si nous effectuons un tel départ, nous renvoyons les nationalistes et les confédéralistes postnationalistes ainsi que les séparatistes à leurs chères études et notre pays peut devenir pour des masses de pays et de peuples l'exemple d'une démocratie moderne et plurilingue. ■

Le 21 décembre 2007